Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1972)
Heft: 175

Artikel: Existe-t-il aujourd'hui une conception de l'idée helvétique?
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1015867

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le peuple suisse devant son miroir

« La conception de l'idée helvétique aujourd'hui » ; sur ce thème Jean-Claude Favez prononçait récemment une conférence à Berne devant l'assemblée des délégués de Forum helveticum. Retrouver l'image que le peuple suisse se fait de lui-même ; le pari était audacieux, l'entreprise hasardeuse, si l'on ne se contentait pas de rappeler ce que font et ce que disent les autorités et ce que l'on appelle les milieux dirigeants de la politique, de l'économie et de la culture. Sans résumer ce travail, nous proposons à l'attention des lecteurs le passage où le conférencier (nous avons conservé le style parlé propre à l'exercice) en arrive à la période actuelle, après avoir cerné la conception de l'idée helvétique dans l'histoire. Ces quelques lignes nous paraissent assez stimulantes pour se passer de plus longs commentaires.

Existe-t-il aujourd'hui une conception de l'idée helvétique?

Avant de pouvoir répondre à cette question, nous devons nous arrêter encore un instant, je crois, sur l'évolution des vingt-cinq dernières années. Car durant cette période, notre pays s'est transformé dans tous les domaines à un rythme foudroyant, selon trois axes que je résume simplement ainsi :

— une stabilité et une prospérité matérielle telles que nous n'en avions jamais connues d'aussi longue durée (assorties de la paix extérieure);

— une mobilité sociale et une urbanisation accélérées ;

— une interdépendance grandissante, aussi bien économique, culturelle que politique de la Suisse par rapport au reste du monde.

Dans ces trois cas, cette évolution nous ne l'avons pas voulue. Nous l'avons subie en suivant « les exigences implicitement contenues dans le système économique propre à la société industrielle ». Les découvertes techniques, la recherche du profit et du bien-être, les intérêts de chaque catégorie socio-professionnelle ont bousculé ce qui pouvait subsister de volonté de conservation ou de préservation des valeurs communes traditionnelles. Car ces valeurs, fruits d'un amalgame et d'un compromis entre la frugalité et la richesse, entre la tradition et la modernité, entre les intérêts du plateau et de la montagne, des villes et des campagnes ne correspondent plus toujours, comme cela avait été le cas précédemment, aux exigences d'une société de profit et de consommation toujours renouvelés. C'est ainsi que la bourgeoisie suisse, et avec elle l'ensemble des classes moyennes et une grande partie du monde ouvrier, qui calquent leur comportement sur celui des classes dominantes, ont détruit allégrement tout ce qui, dans les valeurs du passé, devenait frein à une expansion qui en elle-même ne suscite aucun frein. En voulons-nous quelques exemples très sommairement esquissés ?

— Malgré l'interventionnisme étatique dû aux crises et aux guerres, l'économie est demeurée attachée à la conviction que tous les systèmes d'organisation de la société, le système libéral, moyennant quelques corrections librement consenties, est non seulement le plus efficace, mais aussi le plus attentif aux besoins de la collectivité. En réalité, mue par la recherche du profit maximum, qui est son seul moteur, l'économie libérale suisse, mais cela vaut aussi pour les pays qui nous entourent, dans lesquels l'intervention plus grande de la collectivité demeure ridicule en regard des dégâts commis, a produit des fruits collectifs qui s'appellent la présence de 800 000 ouvriers étrangers non intégrés dans notre communauté nationale, bien qu'installés à demeure pour la plupart, le gaspillage des ressources naturelles et du territoire, l'aggravation des disparités entre les régions du pays, en raison toujours de la recherche du seul profit fiscal ou économique.

— Vingt-cinq ans de prospérité sans frein ne sont pas restés non plus sans effet sur nos institutions. Conçues non pour étouffer les luttes politiques, mais pour les canaliser, ces institutions ne sont pas parvenues à régler un certain nombre de problèmes essentiels. Nous connaissons tous les abcès de fixation que sont devenues la question jurassienne ou l'objection de conscience. Mais au-delà, il y a les problèmes infiniment plus fondamentaux du contrôle de la croissance économique, de l'aménagement et de la juste distribution de nos ressources naturelles et de la participation de tous à la vie politique et économique.

Le relais des partis politiques

Le système politique est donc de moins en moins vécu comme il était prévu qu'il le soit. Le référendum, par exemple, qui devait permettre l'expression et l'intégration des minorités, est devenu une arme que seuls, sans exception, les puissants peuvent encore manier avec succès. La *Konkordanzdemokratie* trop souvent bloque la vie parlementaire en imposant des compromis avant et non après le débat politique. Les groupes de pression, les associations d'intérêts, l'administration, prennent chaque jour davantage le relais de partis politiques en crise. La complexité technique et l'urgence des problèmes qui naissent des contradictions internes d'une société hyperdéveloppée ont accéléré le transfert du pouvoir vers l'exécutif, entamé dans les années 30. Et rien ne permet de penser que ces tendances, et leur corollaire, un abstentionnisme grandissant, se renversent dans les années à venir.